

**MOTION
AVEC DEMANDE D'EXAMEN PRIORITAIRE**

DEPOSEE PAR : M. Romain COLONNA AU NOM DU GROUPE "FÀ POPULU INSEME"

OBJET : SOUTIEN AU PEUPLE KANAK ET RESPECT DE LA DEMOCRATIE.

VU la délibération N° 18/357 de l'Assemblée de Corse du 21 septembre 2018 apportant le soutien de l'Assemblée de Corse au référendum du 4 novembre 2018,

VU la délibération N°19/325 AC de l'Assemblée de Corse du 27 septembre 2019 approuvant un projet de convention de partenariat signée entre l'Assemblée de Corse et le congrès de la Nouvelle-Calédonie,

VU la délibération n°21/015 AC de l'Assemblée de Corse du 29 janvier 2021 portant adoption d'une motion relative à la situation en Kanaky,

VU les accords de Matignon de 1988,

VU les accords de Nouméa de 1998,

CONSIDERANT le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes réaffirmé dans la Charte des Nations unies,

CONSIDERANT les multiples demandes de report du referendum formulées par les autorités kanak pour cause de crise sanitaire mondiale touchant particulièrement les populations kanak et ne permettant pas raisonnablement la tenue d'un referendum et d'une campagne politique le précédent,

CONSIDERANT l'appel des autorités kanak indépendantistes à la non-participation au referendum du 12 décembre 2021,

CONSIDERANT par conséquent le très faible taux de participation (43,90%) et les résultats absolument non conformes à la réalité politique de la Kanaky Nouvelle-Calédonie (3,5 % en faveur du « oui » alors qu'il avoisinait les 50% lors des deux précédents referendums),

CONSIDERANT l'impérieuse nécessité d'un processus démocratique accepté et partagé, reposant sur des fondements justes et parfaitement crédibles,

L'ASSEMBLEE DE CORSE

DEPLORE le maintien d'une parodie de referendum sur l'indépendance de la Kanaky Nouvelle-Calédonie par rapport auquel les forces politiques kanak indépendantistes avaient appelé à la non-participation alors qu'elles demandaient résolument son report de quelques mois dans le contexte de la crise sanitaire mondiale.

DEPLORE l'entêtement de l'État français prolongeant inutilement un conflit politique et entravant considérablement le processus de décolonisation en Nouvelle-Calédonie.

MANIFESTE sa solidarité totale à l'égard du peuple kanak et des forces politiques kanak dont l'avenir politique dans un contexte de décolonisation ne saurait aucunement se satisfaire d'une parodie de referendum.

APPELLE au dialogue politique entre l'État français et la représentation politique kanak afin de trouver au plus vite une issue politique sérieuse et crédible à ce conflit.